

â\200\231

amÃ©liorer dâ\200\231urgence la gestion i-\201nancierc de lâ\200\231ONICOR et arrÃ©ter de
conï-\201er la distribution du n'z 2â\200\2301 des
grossistes douteux et non i-\201nancÃ©s par la BIC. Ceci dans un souci de prÃ©server la t
axe unique,
augmenter le dÃ©posit bancaire de lâ\200\231ONICOR, et acheter le riz par la procÃ©dure d
â\200\231appli dâ\200\231ofâ\200\230frcs
international.

â\200\230

12.

Le respect et la mise en application des mesures mentionnÃ©es ci-dessus permettront de cr
Ã©dibiliser les
autoritÃ©s politiques vis-Ã©-vis de la population et de la communautÃ© des bailleurs de
fondsâ\200\231. Il sâ\200\231agit pour le
Gouvernement de mettre i-\201n dÃ©i-\201nitivement avec les pratiques relatives A la mauva
isc gestion des ressources
financiÃ©es de lâ\200\231Etat.
Ceci aï-\201n de dÃ©montrer que le gouvernement est prÃ©t Ã© prendre des mesures
appropriâ\200\231es pour soutenir les rÃ©formes de maniÃ©re sÃ©rieuse. Les bailleurs ser
ont convaincus dâ\200\231appuyer et
dâ\200\231aider le Gouvernement sâ\200\231ils rÃ©alisent que les autoritÃ©s gÃ©rent les re
ssources limitÃ©esâ\200\231 avec beaucoup de
rigueur, de discipline budgÃ©taire et de maniÃ©re sage et convenable.

Draft Paras on The Gambia and Sierra Leone

The Gambia

The Group welcomed the Report of the CMAG Ministerial Mission to The Gambia and noted the progress being made on the transition programme.

It encouraged Commonwealth member governments and the wider international community to respond to The Gambia's appeal for resources for the electoral process, while recognising that key elements of the process were yet to be put in place. In this regard, CMAG urged an early lifting of the ban on political activity and political parties as part of creating a credible electoral process.

Sierra Leone

The Group warmly welcomed the progress that had been made in Sierra Leone since Presidential and Parliamentary elections in February. It commended the efforts of the Secretary-General and urged him to continue his good offices role in facilitating the peace negotiations between the Government of Sierra Leone and the Revolutionary United Front.

RNPâ\200\231Q1â\200\230Q10Qâ\200\2301

MEMORANDUM DU FORUM POUR

LE REDRESSEMENT NATIONAL ET DE LA FEDERATION
A L'ATTENTION DE LA DELEGATION MINISTERIELLE
DE L'OUA DEPECHEE AUX COMORES DANS LE CADRE

DE LA CRISE SEPARATISTE

La FÃ©dÃ©ration et

16 Forum saluent et souhaitent la bienvenue aux Comores aux
Honorables Ministres des Affaires EtrangÃ©res des pays membres de l'OUA envo
yÃ©s aux
Comores pour relancer le dialogue inter-comorien.

L'opposition comorienne 36 joint au peuple comorien pour remercier encore une fois
l'OUA et notamment son SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral lÃ©\200\230envoyÃ© spÃ©cial lÃ©\200\231Ambassa
deur Yere, le Bureau
de Liaison a Moroni dans leurs efforts inlassables pour la sauvegarde de l'intÃ©gritÃ© te
rritoriale
et l'unitÃ© nationale des Comores. L'opposition nationale note avec satisfachon qua l'OU
A a
rÃ©ussi 2Ã©\200\2301 faire asseoir ensemble toutes les parties comoriennes Ã©l Addis AbÃ©b
a et a Fomboni,
deux rencontres qui ont permis 2Ã©\200\2301 chaque partie d'exposer son point de vue sur l
a crise et des
solutions quÃ©\200\230elle souhaite y apporter.

Il convient de noter ici que Si lÃ©\200\230OUA s'active pour honorer ses engagements nÃ©s
de
lÃ©\200\231Accord dÃ©\200\230Addis AbÃ©ba, il nÃ©\200\230en est pas de mÃ©me pour d'autres p
arties, en particulier les
dirigeants sÃ©paratistes et le gouvernement.

AprÃ©s Addis et su11out Fomboni 011 CI0yalt que la partie Anjouanaise s'Ã©tait engagÃ©e
dans la dÃ©crispation du chmat pour privilÃ©gier le dialogue Or que constate--t- on Ã©\200
\2307 La libertÃ© de
circulation des personnes et des b16115 ne s'est pas matÃ©rialisÃ©e jusqu'a ce jour contra
irement
aux engagements contractÃ©s (mÃ©me l'acheminement des personnes dÃ©cÃ©dÃ©es fait
d'intenses nÃ©gociations) La persÃ©cution des opposants au sÃ©paratisme se poursuit : des
dirigeants de lÃ©\200\230opposition venus d' Anjouan participer 2Ã©\200\2301 121 rencontre
de Fomboni sont empÃ©chÃ©s
Ã©l CC jour par la partie Anjouanaise de rentrer dans leur 116 d'origine. En outre un cert
ain
nombre dÃ©\200\231actes susceptibles d'entraver la recherche dÃ©\200\231une solution global
e a la crise sont

l'objet

allouer d'ici 2001 les ressources adéquates aux ministères clés, en particulier santé et éducation, afin de couvrir un niveau adéquat des besoins en biens et services; évaluer les dépenses extra-budgétaires (hors-circuit budgétaire); impliquer davantage les cadres du Trésor dans l'exécution des opérations de cette institution et notamment les encourager à respecter le cadre réglementaire des engagements financiers.

Pour atteindre ces objectifs, il est recommandé un fort engagement politique afin de contenir et de

9. maintenir 2001 la masse salariale. En vue de 2001 assurer la régularité des paiements mensuels des salaires, la masse salariale pour 1998 devra être réduite à 2001 8 milliards de Francs comoriens. Dans l'exécution du budget, il est recommandé de préserver la masse salariale budgétaire pour Anjouan et évaluer de la dépense ailleurs si 10. Réglement de la crise anjouanaise devait tarder 2001 trouver un dénouement rapide et satisfaisant pour le gouvernement de la République Islamique des Comores. La réalisation de l'objectif de 2001 l'incrémentation de la masse salariale de 8 milliards nécessitera inévitablement une réduction des effectifs des agents de la fonction publique et de 2001 autres employés de l'Etat afin de 2001 atteindre un niveau ne dépassant pas 5,500 agents comme convenu en 1997 et qui n'a malheureusement pas été suivi de 2001 effets. Les dépenses des biens et services devront être

1111111663
1. 4,1 milliards de Francs comoriens pour permettre aux ministères de financer les dépenses nécessaires de fonctionnement. Les objectifs mentionnés ci-dessus ne peuvent être réalisés que si 2001 il existe une discipline budgétaire rigoureuse dans l'exécution du budget notamment en évitant les dépenses extra-budgétaires. Les dépenses courantes totales devront être limitées à 2001 18,9 milliards de Francs comoriens.

Pour être cohérent avec la politique inscrite indiquée ci-dessus, la politique monétaire devra être

10. rigoureuse afin de 2001 éviter une réduction importante des avoirs 2001 l'extérieur. Dans ce contexte, le crédit net 2111. pro 2001 du gouvernement en provenance du secteur bancaire pour fin décembre 1998 ne devra pas dépasser le niveau de fin décembre 1997. Le crédit au secteur privé devra augmenter de 10%. Sur cette base 165 avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont projetés à diminuer sensiblement à environ de 7 mois équivalent des importations.

Prochaines étapes

11. Le FMI et la Banque sont disposés à maintenir leur dialogue visant 2001 atteindre un programme à moyen terme qui pourrait être supporté par les deux institutions et de 2001 autres bailleurs. Dans un souci de réaliser ces objectifs, il est vivement encouragé de préserver l'unité nationale et la stabilité politique des Comores. Sans cela, il sera difficile de mettre en place un programme de 2001 ajustement. Dans la partie 165 autorités politiques doivent manifester leur ferme volonté pour engager des réformes macro-économiques et structurelles. A cet effet, le gouvernement devra prendre en considération les mesures suivantes:

-

.

-

.

-

un engagement politique ferme pour rétablir le contrôle des dépenses et la discipline financière en mettant fin aux abus indiqués au paragraphe 4;

l'adoption de mesures pour (i) continuer et accélérer la réforme de la fonction publique; (ii) réduire la masse salariale; et (iii) limiter les effectifs des agents de l'Etat, y compris l'application des cadres organiques et l'établissement d'un plan réaliste pour gérer de manière rationnelle la politique de recrutement des agents, en particulier au Ministère de l'Education;

l'adoption d'un budget approprié pour 1998 selon les grandes lignes indiquées dans les paragraphes 7 à 9;

prendre des mesures drastiques pour améliorer la gestion du Trésor et son plus haut niveau hiérarchique ainsi que la présentation des comptes de manière sérieuse et transparente; accélérer le processus de privatisation des entreprises publiques de manière transparente en commun accord avec la Banque et dynamiser les activités de la Commission de privatisation;

.

,

.

7.

Dans ce cadre, les recettes budgétaires augmenteront d'environ de 8% par rapport à celles collectées

en 1997. Suite à une forte amélioration en 1997, 163 recettes douanières sont estimées à augmenter de 6%.

De même, les recettes de la Direction des impôts sont estimées à augmenter de 23%, compte tenu de

l'application pour l'année pleine de la TGV et l'ASDI. Les dons sont estimés à 7,8 milliards de Francs

comptabilisés sur la base du programme des investissements publics (PIP). Ces projections des recettes

budgétaires font l'objet d'un degré d'incertitude assez élevé en raison de la situation politique en Anjouan.

8.

les dépenses devront être prudemment plafonnées en vue de:

Etant donné les perspectives des recettes ci-dessus mentionnées et l'incertitude de la situation politique,

-

-

atteindre un surplus de 1.3% du PIB au niveau du solde primaire des opérations budgétaires;

éviter des accumulations des arriérés des salaires et autres arriérés intéressants;

,

' Provisoire

: référendum constitutionnel

et formation d'un gouvernement du pseudo-Etat
engage  \200\231les

d'Anjouan. Dès lors une clari  \201cation s  \200\230impose avec les dirigeants s  parati-
stes quant   \200\2301 leur réelle
volonté de contribuer   \200\2301 la recherche d'une solution paci  \201que   \200\2301
la crise.

Cependant, il convient d'indiquer que la surenchère de la partie Anjouanaise s  \200\230a
ppuye

sur l'impuissance et l  \200\231absence d  \200\231initiatives crédibles de la partie gouv-
ementale. Avant comme

après Addis Abeba, le gouvernement n  \200\230a rien fait pour favoriser l'émergence d'un
climat

d'apaisement et de discussion constructive. C  \200\230est ainsi que :

- la constitution décriée par toutes les parties est toujours en vigueur, de surcroit

quotidiennement Violée par ses propres promoteurs ;

- L'Assemblée Fédérale est toujours maintenue alors qu  \200\230elle ne représente plu-
s personne

et notamment sa composante Anjouanaise ',

l  \200\230  tat d  \200\230exception maint  \202-nu jusqu'a présent en contradiction   -
\202agrante avec l  \200\230esprit

  \200\224

d'apaisement préconisé par l  \200\230Accord d  \200\230Addis et le Communiqué de Fombon-
i

- les médias d'Etat sont accaparés par le pouvoir et cultivent la haine entre 185 \$165
:

incitation permanente à la guerre civile ;

- la libert   de réunion et de manifestation est constamment Violée ;

- des brimades, des vexations et des humiliations régulièrement pratiqu  es à l'encontre

des fonctionnaires originaires d'Anjouan ;

- le consensus social est rompu par l'utilisation abusive et la dilapidation des deniers
publics (le dernier rapport de la mission conjointe Banque Mondiale et FMI est   \200\230
l ce propos

très   loquant) et enfm

- la gestion des affaires publiques et de la crise anjouanaise se fait dans la plus total-
e

opacité : On peut prendre par exemples l'absence d'appel d  \200\231offre ne serait que s-
ymbolique dans

les voyages impromptus du Président de la
la construction du Chateau de Beit-Salam et

République dans divers pays sans y rendre compte à la Nation.

En somme, on constate une rupture du consensus national et social ainsi qu'une absence

totale de volonté d'y remédier de 121 part du pouvoir.

Par conséquent, devant l'impuissance, l'intransigeance et le manque de réalisme à la f-
ois

du pouvoir et des dirigeants séparatistes et dans le souci de créer le meilleur climat
possible à

la tenue rapide de la conférence comorienne inter  \200\224iles, l'opposition nationale r  -
  it  e encore une

fois

les propositions adéquates à la situation qu'elle avait avancées au cours de la conférence internationale d'Addis Abeba sur la crise comorienne et de la réunion de la Commission de mise en oeuvre de l'Accord d'Addis Abeba tenue à Fomboni. Il s'agit de :

la suspension immédiate de la constitution en vigueur, du reste rendue caduque par les

démarches évolutives ,

- la formation d'un gouvernement de salut national avec la participation de toutes les parties et en particulier les parties Anjounaise et Mohélienne ; un gouvernement investi de tous les pouvoirs qui, en collaboration avec l'OUA, relancera le dialogue intercomorien en vue d'aboutir dans les meilleurs délais à une solution juste, équitable et durable à la crise.

L'opposition nationale est fermement convaincue que le maintien du statu quo au niveau de l'Etat constitue le principal obstacle à la recherche d'une solution nationale et globale. Pour l'opposition, la résolution de la crise passe par la prise en compte des principes suivants :

- l'intégrité territoriale et l'unité nationale ;
- la recherche d'une solution nationale

la construction d'un véritable Etat de droit ;
la Pinstauration d'un véritable fédéralisme avec des entités fédérales autonomes et

participant aux décisions fédérales ;

- la poursuite du processus démocratique interrompu depuis octobre 1996 et en 2011 une gestion rigoureuse, saine, juste et équitable des ressources de l'Etat fédéral et des

entités fédérales.

parties 21

Telle est en conclusion la compréhension de l'opposition nationale des déclarations des la Conférence d'Addis Abeba et de Fomboni et réaffirmées dans le rapport du Secrétaire Général au Conseil des Ministres de l'OUA 21 Addis Abeba du 24 au 28 février dernier, notamment dans 165 points 73, 74, 75, 76 et 77.

La Fédération et le Forum saisissent cette occasion pour renouveler leur confiance 2012

l'OUA et souhaiter pleins succès à la Mission Ministérielle de l'OUA.

Moroni, le 18 mars 1998

Pour la Fédération

Pour le Forum.

(. 2013

; > LugL 2013

V5:

i Tu:
AWLâ\200\235 L L â\200\234κ.

\ {\1

WI

â\200\230

L .LLM L

0.

â\200\230...L

"â\200\231

3

Relevé des Conclusions de la Mission anjointe
du Fond Monétaire et de la Banque Mondiale

1.

La mission des services du Fond Monétaire et de la Banque Mondiale a séjourné à Moroni du 14 au 26 février 1998 pour (i) examiner les progrès réalisés dans le cadre du programme de surveillance prolongé pour 1997 en matière des finances publiques et dans l'exécution du programme de privatisation des entreprises publiques; (ii) examiner le budget pour l'exercice 1998; et (iii) évaluer les perspectives économiques en 1998. La mission tient à exprimer ses sincères remerciements à l'autorité comorienne pour leur excellente collaboration. Le présent aide-mémoire résume les conclusions et recommandations de

la mission.

2.

- -

.
.

Une revue de la performance économique en 1997 dans son ensemble 3 donne des résultats suivants:

Les activités économiques étaient en général déprimantes résultant en grande partie de l'insuffisance de l'approvisionnement de l'électricité et de la continuation de la faible performance du secteur des exportations. Le taux d'inflation, par contre, a continué à baisser. Le déficit du compte courant de la balance des paiements est également significatif. Cependant, le déclin des exportations traditionnelles et une baisse importante des revenus nets des services.

Le déficit global de la balance des paiements a connu une forte augmentation en raison de la diminution des flux des capitaux. Par conséquent, les avoirs extérieurs de la Banque Centrale ont baissé et les remboursements de paiements des services de la dette extérieure ont continué à s'accumuler.

3.

Les résultats du programme de surveillance pour l'année pleine en matière des finances publiques étaient mitigés. Les objectifs quantitatifs de recettes, trimestriellement et pour l'année 1997, ont été atteints grâce à un meilleur recouvrement des recettes au niveau de l'administration des douanes avec le concours de Cotecna et des services des impôts. Toutefois, les dépenses en matière de la masse salariale ont largement dépassé les objectifs. Par ailleurs, les dépenses totales pour les biens et services (y compris les charges pour le téléphone) sont restées dans l'enveloppe de financement prévue dans le budget de 1997. Néanmoins plus de 70% des dites dépenses ont été affectées à la superstructure politique. Ceci a entraîné un déficit de ressources pour les autres secteurs, en particulier les secteurs sociaux. La plupart des dépenses actuellement payées par le Trésor ne sont pas conformes à l'orthodoxie budgétaire et par conséquent elles ne sont pas programmées et justifiées par la Direction du Budget.

4.

Les problèmes fondamentaux dans la gestion des finances publiques résident dans la

\200\231absence dâ\200\231un

engagement politique dans le domaine du controle des dâ@penses et de rigueur dans la discipline i-\201scale. Des

dâ@rapages importants ont t@t@ enregistr@s dans lâ\200\231ex@cutio des mesures propos @es pour la reduction de la

masse salariale en 1997 . Le non respect des regles relatives 2â\200\2301 lâ\200\231@xec utio budgetaire a entraine' une

distortion des engagements i-\201nanciers de 'lâ\200\231Etat en faveur des dâ@penses non-p'oï-\201taires. Cette situation sâ\200\231cst

tradufte par:

.

-

lâ\200\231utilisation syst@matique des fonds publics en dehors des procedures budg@tair es lâ@gales et dans le

m@pris dc contr@le devgnti-\201tre effectu@ par 165 services appropri@s du Ministere des Finances et du

Budget (non respect du circuit dâ\200\231ordonnancement);

la dâ@faillance des procedures ofi-\201ciellcs de recrutcmnt des agents dc la fonction p ublique par les

differeents ministeres, plus particulicrement le Ministere de lâ\200\231@ducation qui con tinue 2â\200\2301 recruter son

personnel malgr@ lâ\200\231existence dâ\200\231un grand nombre dâ\200\231agents sans aff ecmion ni attribution de poste dans le

Ministere de lâ\200\231@ducation.

GNP, WQâ\200\230QWQH

â\200\230

MEMORANDUM DU FORUM POUR

LE REDRESSEMENT NATIONAL ET DE LA FEDERATION
A L'ATTENTION DE LA DELEGATION MINISTERIELLE
DE L'OUA DEPECHEE AUX COMORES DANS LE CADRE

DE LA CRISE SEPARATISTE

La FÃ©dÃ©ration et

16 Forum saluent et souhaitent la bienvenue aux Comores aux
Honorables Ministres des Affaires EtrangÃ©res des pays membres de l'OUA envoyÃ©s aux
Comores pour relancer le dialogue inter-comorien.

L'opposition comorienne 36 joint au peuple comorien pour remercier encore une fois
l'OUA et notamment son SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral, lâ\200\230envoyÃ© spÃ©cial lâ\200\231Ambass
adeur Yere, le Bureau
de Liaison a Moroni dans leurs efforts inlassables pour la sauvegarde de l'intÃ©gritÃ© te
rritoriale
et l'unitÃ© nationale des Comores. Lâ\200\230opposition nationale note avec satisfaction
que Eâ\200\231GUA a
rÃ©ussi 2â\200\2301 faire asseoir ensemble toutes les parties comoriennes Ea Addis AbÃ©ba
et 21 Fomboni,
deux rencontres qui ont permis 2â\200\2301 chaque partie d'exposer son point de vue sur l
a crise et des

solutions quâ\200\230elle souhaite y apporter.

Il convient de noter ici que si lâ\200\230OUA sâ\200\231active pour honorer ses engagemen
ts nÃ©s de
l'Accord dâ\200\230Addis AbÃ©ba, il nâ\200\230en est pas de mÃ©me pour d'autres parties)
en particulier les

dirigeants sÃ©paratistes et le gouvernement.

AprÃ©s Addis et surtout Fomboni, On croyait que la partie Anjouanaise s'Ã©tait engagÃ©e
dans la dÃ©crispation du climat pour privilÃ©gier le dialogue. Or que constate-t-on ? La
libertÃ© de
circulation des personnes et des biens ne s'est pas matÃ©rialisÃ©e jusqu'a ce jour, contr
airement
l'Objet
aux engagements contractÃ©s (mÃ©me l'acheminement des personnes dÃ©cÃ©dÃ©es fait
d'intenses nÃ©gociations). La persÃ©cution des opposants au sÃ©paratisme se poursuit : de
s
dirigeants de lâ\200\230opposition venus d'Anjouan participer 21 la rencontre de Fomboni
sont empÃ©chÃ©s
2â\200\2301 (:6 jour par la partie Anjouanaise de rentrer dans leur Tle d'origine. En out
re7 un certain
nombre d'actes susceptibles d'entraver la recherche dâ\200\231une solution globale 21 la
crise sont

allouer d'ici 2001 les ressources adéquates aux ministères clés, en particulier santé et éducation, afin de couvrir un niveau adéquat des besoins en biens et services; évaluer les dépenses extra-budgétaires (hors-circuit budgétaire); impliquer davantage les cadres du Trésor dans l'exécution des opérations de cette institution et notamment les encourager à respecter le cadre réglementaire des engagements financiers.

Pour atteindre ces objectifs, il est recommandé un fort engagement politique afin de contenir et de

9. maintenir 2001 la masse salariale. En vue d'assurer la régularité des paiements mensuels des salaires, la masse salariale pour 1998 devra être réduite à 8 milliards de Francs comoriens. Dans l'exécution du budget, il est recommandé de préserver la masse salariale budgétaire pour Anjouan et évaluer de la dépense ailleurs si 10. Réglement de la crise anjouanaise devait tarder à trouver un dénouement rapide et satisfaisant pour le gouvernement de la République Islamique des Comores. La réalisation de l'objectif d'une masse salariale de 8 milliards nécessitera inévitablement une réduction des effectifs des agents de la fonction publique et d'autres employés de l'Etat afin d'atteindre un niveau ne dépassant pas 5,500 agents comme convenu en 1997 et qui n'a malheureusement pas été suivi d'effets. Les dépenses des biens et services devront être

1111111663
1. 4,1 milliards de Francs comoriens pour permettre aux ministères de financer les dépenses nécessaires de fonctionnement. Les objectifs mentionnés ci-dessus ne peuvent être réalisés que si il existe une discipline budgétaire rigoureuse dans l'exécution du budget notamment en évitant les dépenses extra-budgétaires. Les dépenses courantes totales devront être limitées à 18,9 milliards de Francs comoriens.

Pour être cohérent avec la politique inscrite indiquée ci-dessus, la politique monétaire devra être

10. rigoureuse afin d'éviter une réduction importante des avoirs à l'extérieur. Dans ce contexte, le crédit net 2111 proït du gouvernement en provenance du secteur bancaire pour décembre 1998 ne devra pas dépasser le niveau de décembre 1997. Le crédit au secteur privé devra augmenter de 10%. Sur cette base 165 avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont projetés à diminuer sensiblement à environ de 7 mois équivalent des importations.

Prochaines étapes

11. Le FMI et la Banque sont disposés à maintenir leur dialogue visant à atteindre un programme à moyen terme qui pourrait être supporté par les deux institutions et d'autres bailleurs. Dans un souci de réaliser ces objectifs, il est vivement encouragé de préserver l'unité nationale et la stabilité politique des Comores. Sans cela, il sera difficile de mettre en place un programme d'ajustement. D'autre part les autorités politiques doivent manifester leur ferme volonté pour engager des réformes macro-économiques et structurelles. A cet effet, le gouvernement devra prendre en considération les mesures suivantes:

-

.

-

.

-

un engagement politique ferme pour rétablir le contrôle des dépenses et la discipline financière en mettant fin aux abus indiqués au paragraphe 4;

l'adoption de mesures pour (i) continuer et accélérer la réforme de la fonction publique; (ii) réduire la masse salariale; et (iii) limiter les effectifs des agents de l'Etat, y compris l'application des cadres organiques et l'établissement d'un plan réaliste pour gérer de manière rationnelle la politique de recrutement des agents, en particulier au Ministère de l'Education;

l'adoption d'un budget approprié pour 1998 selon les grandes lignes indiquées dans les paragraphes 7 à 9;

prendre des mesures drastiques pour améliorer la gestion du Trésor et son plus haut niveau hiérarchique ainsi que la présentation des comptes de manière sérieuse et transparente; accélérer le processus de privatisation des entreprises publiques de manière transparente en commun accord avec la Banque et dynamiser les activités de la Commission de privatisation;

.

,

.

Draft Paras on The Gambia and Sierra Leone

The Gambia

The Group welcomed the Report of the CMAG Ministerial Mission to The Gambia and noted the progress being made on the transition programme.

It encouraged Commonwealth member governments and the wider international community to respond to The Gambia's appeal for resources for the electoral process, while recognising that key elements of the process were yet to be put in place. In this regard, CMAG urged an early lifting of the ban on political activity and political parties as part of creating a credible electoral process.

Sierra Leone

The Group warmly welcomed the progress that had been made in Sierra Leone since Presidential and Parliamentary elections in February. It commended the efforts of the Secretary-General and urged him to continue his good offices role in facilitating the peace negotiations between the Government of Sierra Leone and the Revolutionary United Front.

â\200\231

amÃ©liorer dâ\200\231urgence la gestion i-\201nancierc de lâ\200\231ONICOR et arrÃ©ter de
conï-\201er la distribution du n'z 2â\200\2301 des
grossistes douteux et non i-\201nancÃ©s par la BIC. Ceci dans un souci de prÃ©server la t
axe unique,
augmenter le dÃ©posit bancaire de lâ\200\231ONICOR, et acheter le riz par la procÃ©dure d
â\200\231appli dâ\200\231ofâ\200\230frcs
international.

â\200\230

12.

Le respect et la mise en application des mesures mentionnÃ©es ci-dessus permettront de cr
Ã©dibiliser les
autoritÃ©s politiques vis-Ã©-vis de la population et de la communautÃ© des bailleurs de
fondsâ\200\231. Il sâ\200\231agit pour le
Gouvernement de mettre i-\201n dÃ©i-\201nitivement avec les pratiques relatives A la mauva
isc gestion des ressources
financiÃ©es de lâ\200\231Etat.
Ceci aï-\201n de dÃ©montrer que le gouvernement est prÃ©t Ã© prendre des mesures
appropriâ\200\231es pour soutenir les rÃ©formes de maniÃ©re sÃ©rieuse. Les bailleurs ser
ont convaincus dâ\200\231appuyer et
dâ\200\231aider le Gouvernement sâ\200\231ils rÃ©alisent que les autoritÃ©s gÃ©rent les re
ssources limitÃ©esâ\200\231 avec beaucoup de
rigueur, de discipline budgÃ©taire et de maniÃ©re sage et convenable.

les propositions adéquates à la situation qu'elle avait avancées au cours de la conférence

fois internationale d'Addis Abeba sur la crise comorienne et de la réunion de la Commission de mise

en oeuvre de l'Accord d'Addis Abeba tenue à Fomboni. Il s'agit de :

- la suspension immédiate de la constitution en vigueur, du reste rendue caduque par les décisions émanant ;

- la formation d'un gouvernement de salut national avec la participation de toutes les parties et en particulier les parties Anjounaise et Mohélienne ; un gouvernement investi de tous les pouvoirs qui, en collaboration avec l'OUA, relancera le dialogue intercomorien en vue d'aboutir dans les meilleurs délais à une solution juste, équitable et durable à la crise.

L'Opposition nationale est fermement convaincue que le maintien du statu quo au niveau de l'Etat constitue le principal obstacle à la recherche d'une solution nationale et globale.

Pour l'opposition, la résolution de la crise passe par la prise en compte des principes suivants :

- l'intégrité territoriale et l'unité nationale ;

- la recherche d'une solution négociée

à la construction d'un véritable Etat de droit ;

à l'instauration d'un véritable fédéralisme avec des entités fédérales autonomes et

participant aux décisions fédérales ;

- la poursuite du processus démocratique interrompu depuis octobre 1996 et en
- une gestion rigoureuse, saine, juste et équitable des ressources de l'Etat fédéral et des

entités fédérales.

Telle est en conclusion la compréhension de l'opposition nationale des déclarations des parties à la Conférence d'Addis Abeba et de Fomboni et ratifiées dans le rapport du

Secrétaire Général au Conseil des Ministres de l'OUA à Addis Abeba du 24 au 28 février

dernier, notamment dans 165 points 73, 74, 75, 76 et 77.

La Fédération et le Forum saisissent cette occasion pour renouveler leur confiance à l'OUA

et souhaiter pleins succès à la Mission Ministérielle de l'OUA.

Moroni, le 18 mars 1998

Pour la Fédération

Pour le Forum.

à l'Assemblée Générale, E.V. : "

I

"b Jux. L' \ L'

.3

1", â\200\234"W-u

ĩ¬\202

_)

Relevé des Conclusions de la Mission anjoite
du Fond Monétaire et de la Banque Mondiale

1.
La mission des services du Fond Monétaire et de la Banque Mondiale a séjourné à Freetown du 14 au 26
février 1998 pour (i) examiner les progrès réalisés dans le cadre du programme de surveillance prolongé
pour 1997 en matière des dépenses publiques et dans l'exécution du programme de privatisation des
entreprises publiques; (ii) examiner le budget pour l'exercice 1998; et (iii) évaluer les perspectives
économiques en 1998. La mission tient à exprimer ses sincères remerciements à l'autorité comorienne
pour leur excellente collaboration. Le présent aide-mémoire résume les conclusions et recommandations de
la mission.

2.

UDC revue de la performance économique en 1997 dans son ensemble 3 donne des résultats
suivants:

. -

-

0

Les activités économiques étaient en général d'opn'mantes résultant en grands parti
e de l'effondrement de
l'approvisionnement de l'électricité et de la continuation de la faible
performance du secteur des
exportations. Le taux d'inflation, par contre, a continué à baisser.
Le déficit du compte courant de la balance des paiements s'est aggravé sig
nificativement, reflétant
davantage le déclin des exportations traditionnelles et une baisse importante d
es revenus nets des
services.
Le déficit global de la balance des paiements a connu une forte augmentation en rais
on de la diminution
des flux des capitaux. Par conséquent, les avoirs extérieurs de la Banque Centrale
ont baissé et les
arrivées de paiements des services de la dette extérieure ont continué à se
accumuler.

3.

Les résultats du programme de surveillance pour l'année pleine en matière
des dépenses publiques
étaient mitigés. Les objectifs quantitatifs de recettes, trimestriellement et
cc pour l'année 1997, ont été
atteints grâce à un meilleur recouvrement des recettes au niveau de l'administrat
ion des douanes avec le
concours de Cotecna et des services des impôts. Toutefois, les dépenses en matière de
la masse salariale ont
largement dépassé les objectifs. Par ailleurs, les dépenses totales pour les biens et
services (y compris les
charges pour le téléphone) sont restées dans l'enveloppe de l'investissement pr
évu dans le budget de 1997.
Néanmoins plus de 70% desdites dépenses ont été affectées à la superstructu
re politique. Ceci a entraîné lili
déficit de ressources pour les autres secteurs, en particulier les secteurs sociaux. L
a plupart des dépenses
actuellement payées par le Trésor ne sont pas conformes à l'orthodoxie budgéta
ire et par conséquent elles
ne sont pas programmées et justifiées par la Direction du Budget.

4.

Les problèmes fondamentaux dans la gestion des dépenses publiques résident dans l'
absence d'effort

engagement politique dans 16 domaines du contrôle des dépenses et de rigueur dans la discipline financière. Des
dérapages importants ont été enregistrés dans l'exécution des mesures proposées pour la réduction de la
masse salariale en 1997.
Le non respect des règles relatives à l'exécution budgétaire a entraîné une
distortion des engagements financiers de l'Etat en faveur des dépenses non-prioritaires. Cette situation se traduit par:

.

-

l'utilisation systématique des fonds publics en dehors des procédures budgétaires légales et dans la
manière de contrôle devant être effectuée par 165 services appropriés du Ministère des Finances et du
Budget (non respect du circuit d'ordonnement);
la défaillance des procédures officielles de recrutement des agents de la fonction publique par les
différents ministères, plus particulièrement le Ministère de l'Éducation qui continue à recruter son
personnel malgré l'existence d'un grand nombre d'agents sans affectation ni attribution de poste dans le
Ministère de l'Éducation.

la forte défaillance des cadres de haut niveau à la direction du Trésor, qui cautionne et autorise les paiements des dépenses non budgétisées et par conséquent pas ordonnancées auparavant par la Direction du Budget ni vérifiées par le contrôleur financier; l'insuffisance et le retard sérieux dans la compilation des comptes au Trésor, ce qui empêche une analyse objective des dépenses publiques de manière transparente; le manque de transfert au Trésor des recettes de l'Etat collectées par les diverses régions des différents Ministères techniques. L'utilisation de ces fonds qui ne sont pas versés au Trésor échappe à leur contrôle; le manque de volonté et l'incapacité d'appliquer d'une manière consistante les mesures drastiques pour la réduction de la masse salariale dans le Ministère de l'Éducation et au sein des Forces armées. Toutefois, le Ministère de l'Éducation et les Forces armées totalisent plus de la moitié de la masse salariale de l'Etat.

5. Au niveau de l'exécution du programme de privatisation des entreprises publiques, le gouvernement a pris des mesures encourageantes en adoptant les stratégies proposées par la Commission de privatisation sur la privatisation des activités de la société des hydrocarbures (SCH) et de la société comorienne des ports (SOCOPOTRAM), et sur la liquidation des actifs de la société d'Air Comores. Les prochains états porteront sur le lancement d'appels d'offres internationaux pour la sélection d'opérateurs professionnels stratégiques et sur la conclusion des contrats avec les opérateurs sélectionnés. Afin d'assurer que les opérations de privatisation réussissent pour l'intérêt des consommateurs comoriens, le processus de sélection des opérateurs privés doit être fait d'une manière transparente. Dans le processus de privatisation, on encourage en plus de l'opérateur stratégique, l'implication d'opérateurs locaux. Les services de la Banque apporteront l'assistance technique au Comité de privatisation dans la préparation des cahiers de charge ainsi que le lancement d'appels d'offres et la sélection des opérateurs. La Commission de privatisation soumettra dans les prochains jours un programme de travail et un calendrier d'exécution.

Perspectives pour 1998 et recommandations

6. La situation économique et financière pour 1998 reste encore fragile. Les exportations des produits traditionnels augmenteront sensiblement alors que les perspectives dans le secteur du tourisme resteront troubles par la propagation du choléra dans le pays et la persistance de l'insécurité politique. Par contre, le rétablissement de la production de l'électricité a permis une relance des activités économiques dans de nombreux secteurs. Cette reprise, bien que modeste, doit permettre à l'économie de croître à un rythme de 2% en 1998. Le taux d'inflation restera à un bas niveau estimé à environ 1%.

7.

Dans ce cadre, les recettes budgétaires augmenteront d'environ de 8% par rapport à 1996 collectées en 1997. Suite à une forte amélioration en 1997, 163 recettes douanières sont estimées à augmenter de 6%. De même, les recettes de la Direction des impôts sont estimées à augmenter de 23%, compte tenu de l'application pour l'année pleine de la TGV et l'ASDI. Les dons sont estimés à 7,8 milliards de Francs comoriciens sur la base du programme des investissements publics (PIP). Ces projections des recettes budgétaires font l'objet d'un degré d'incertitude assez élevé :5 cause de la situation politique à Anjouan.

Etant donné les perspectives des recettes ci-dessus mentionnées et l'incertitude de la situation politique,

8.

les dépenses devront être prudemment plafonnées en vue de :

·
-

atteindre un surplus de 1.3% du PIB au niveau du solde primaire des opérations budgétaires ;
éviter des accumulations des arriérés des salaires et autres arriérés intérieurs ;

,

' Provisoire

engagées : référendum constitutionnel et formation d'un gouvernement du pseudo\200\224
Etat
dâ\200\231Anjouan. Dès lors une clarification sâ\200\230impose avec les dirigeants s
oparatisistes quant â\200\2301 leur réelle
volonté de contribuer â\200\2301 la recherche d'une solution pacifique â\200\230:
la crise.

Cependant, il convient d'indiquer que la surenchère de la partie Anjouanaise sâ\200\230a
ppuée
sur l'impuissance et lâ\200\231absence d'initiatives crédibles de la partie gouvernement
ale. Avant comme
après Addis Abeba, le gouvernement nâ\200\230a rien fait pour favoriser lâ\200\231émerge
nce dâ\200\231un climat
d'apaisement et de discussion constructive. Câ\200\231est ainsi que :

- la constitution d'écrite par toutes les parties est toujours en vigueur, de surcroir
quotidiennement Violée par ses propres promoteurs ;
- L'Assemblée Fédérale est toujours maintenue alors quâ\200\230elle ne repréente plu
s personne

et notamment sa composante Anjouanaise ;

- l'État dâ\200\230exception maintenu jusquâ\200\231a présent en contradiction i-\202ag
rante avec l'esprit

d'apaisement préconisé par lâ\200\230Accord d'Addis et le Communiqué de Fomboni

- les médias dâ\200\231Etat sont accaparés par le pouvoir et cultivent la haine entre l
es îles :

incitation permanente à la guerre civile ;

- la liberté de réunion et de manifestation est constamment Violée ,
- des brimades, des vexations et des humiliations régulièremment pratiquées à l'encontre

des fonctionnaires originaires d'Anjouan â\200\230,

- le consensus social est rompu par l'utilisation abusive et la dilapidation des deniers
publics (le dernier rapport de la mission conjointe Banque Mondiale et FMI est â\200\230
1 06 propos

très éloquent) et en-\201n

- la gestion des affaires publiques et de la crise anjouanaise se fait dans la plus total
e

Opacité : On peut prendre par exemples l'absence dâ\200\231appel d'offre ne serait que s
ymbolique dans

la construction du chateau de Beit-Salam et les voyages impromptus du Président de la
République dans divers pays sans y rendre compte à la Nation.

En somme, On constate une rupture du consensus national et social ainsi qu'une absence

totale de volonté d'y remédier de la part du pouvoir.

Par conséquent, devant l'impuissance, l'intransigeance et le manque de réalisme â\200\2301 la fois

du pouvoir et des dirigeants opposés et dans le souci de créer le meilleur climat
possible à

la tenue rapide de la conférence comorienne interâ\200\224îles, lâ\200\231opposition nat
ionale doit être encore une